

**FRONT
DE GAUCHE**



Législatives : Le Front de Gauche pour que la gauche réussisse

Page 4

Les Nouvelles

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

de Loire Atlantique

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 936

31 mai 2012

prix : 0,70 €

Dès le 10 juin



**PRENEZ LE POUVOIR !
ÉLISEZ DES DÉPUTÉ-E-S FRONT DE GAUCHE**

Législatives

Gagner ensemble

2

Chantiers Navals à Saint-Nazaire



Agir maintenant pour sauver
les emplois

3

Santé

Une préoccupation majeure
pour les Français

5

Le libéralisme

Ennemi intime
de la démocratie

6

Vivre ensemble

Pour
Sandrine
Fleurimont,
adjointe au
Maire de
Saint-
Herblain, il
y a
urgence à
changer la politique
d'immigration



7



Renforcer le groupe des député-e-s communistes et du Front de Gauche

Le 10 juin prochain à l'occasion du premier tour des élections législatives, ce sera le moment de renforcer le groupe des députés issus du Front de Gauche.

Renforcer la gauche, c'est tout d'abord renforcer le Front de gauche !

Plus les suffrages se reporteront sur ces candidat-e-s de progrès, plus la voix des citoyens, des salariés, des précaires pèsera, pour un véritable changement.

L'actualité politique dans le monde

2

Point de vue

par Jérôme TURMEAU

A l'heure où vous lisez ces lignes nous sommes sans doute à un des moments les plus importants de la période électorale qui s'écoule depuis le début de la présidentielle. Dans 10 jours après s'être débarassés de Nicolas Sarkozy, les Français devront choisir leur député. Et, c'est ce choix qui est important, c'est de ce choix que découlera la nature des lois votées demain à l'assemblée nationale. La droite déchirée voudrait nous faire le coup de la cohabitation mais il n'est pas question de défaire ce qui a été fait le 6 mai dernier, comme il faut se mobiliser pour faire en sorte que pas un seul député FN ne soit élu sur le territoire national. Le 6 mai dernier, les citoyens n'ont pas seulement chassé Nicolas Sarkozy du pouvoir, ils ont exprimé un réel besoin de changement. Or, pour porter des lois ambitieuses à même de changer la donne, il faut une gauche forte au parlement en juin prochain. Et, c'est cette gauche forte, cette gauche qui place l'Humain d'abord que représentent les 10 candidats du Front de Gauche dans notre département. C'est avec ces candidats, avec les nombreux militants et



Gagner ensemble ! Et ne pas attendre de perdre !

« On respire mieux »... depuis la défaite de Sarkozy. Un premier gouvernement aux couleurs de la nation, avec une parité pour de vrai, ça fait du bien ! Le retour d'une image de la France dans le monde qui œuvre pour la fin d'une intervention militaire c'est un bon début... **Nous sommes partie prenante de ce nouveau rapport de force face à la droite et des changements possibles à venir !** Sans les quatre millions de voix du candidat commun du front de gauche, il n'y avait pas de victoire sur le candidat du Medef. **Voilà une première étape de franchise. La prochaine bataille - décisive - est devant nous. Il nous revient de poursuivre l'élan de la campagne des présidentielles pour ancrer l'assemblée nationale sur le cap de la révolution citoyenne.** Nous sommes lucides. Pour l'essentiel la toile de fond n'a pas changé. **La crise générale du capitalisme s'approfondit.** La dépression économique s'étend un peu plus chaque semaine, notamment en Europe avec son cortège de misères et de chômage. Les politiques d'austérité imposées par les eurocrates de la commission, de la B.C.E et du F.M.I débouchent sur une impasse dont la dimension politique éclate au grand jour. **Pas moins de onze gouvernements sont tombés.** Mais de concert, à chaque extrémité de l'Europe, les peuples de France et de Grèce mettent à l'ordre du jour la **maxime révolutionnaire « du droit des peuples à disposer d'eux mêmes ».** Aucune sortie de crise, aucun espoir possible sans le respect du choix des peuples européens, sans démocratie. **Et maintenant il faut s'attaquer à la question clivante : l'émancipation des marchés financiers !** Il ne suffit pas d'en parler dans les discours

électoraux, **il faut passer aux actes.** Dans cette lutte déterminante, Alexis Tsipras leader de Syriza, parti de gauche grec qui a obtenu 16 % lors du vote du 6 mai est venu à Paris et Berlin chercher la **solidarité contre le mémorandum européen.** « // n'est pas un simple programme d'austérité mais une expérimentation néo-libérale de choc qui a conduit à une crise humanitaire en Grèce et doit être ensuite exportée à l'Europe entière ». Ce qui paraissait difficile il y a encore quelques semaines, commence à s'imposer. **L'oligarchie financière allemande est davantage isolée, dans sa volonté d'austérité pour tous.** Aujourd'hui la nécessité de retrouver une croissance économique pour sortir de l'impasse a fait son chemin. **Reste que nous ne sommes pas dupes des mots ! Les conclusions du G8 brouillent les orientations à venir.** Pour la droite et les social-démocraties européennes, il faut marier austérité et croissance. C'est à dire accepter la « règle d'or » de la discipline budgétaire, améliorer la productivité en diminuant le coût du travail ! **« On ne peut avoir en même temps et le soleil et la pluie »** répond avec ironie Tsipras. La croissance dont nous sommes porteur n'a rien à voir avec une étape nouvelle de l'exploitation ! **C'est de la satisfaction des besoins dans tous les domaines, « de l'humain d'abord », que naîtront les solutions.** Fort du programme populaire partagé, chaque objectif demandera une mobilisation citoyenne pour le porter jusqu'à sa mise en œuvre effective, s'appuyant sur des luttes à la fois parlementaires et sociales. **Il faut gagner ensemble et non attendre de perdre face aux contre-offensives revanchardes de la droite.**

De vous à moi

En catimini...lu dans un bas de page de Ouest-France. « C'est pour aider la jeunesse ! C'est un projet pilote. » De qui ? « **de l'agence européenne pour l'emploi** ». (ça vient de sortir !). Les agences nationales de l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et le Danemark viennent de se coordonner dans un projet qui a vocation à terme, » à épauler tous les jeunes ressortissants de l'Union européenne ». Dans sa phase de lancement, ce dispositif espère aider 5000 jeunes à trouver un emploi. Près de 2000 offres ont déjà été identifiées. Pour ceux qui n'auraient pas bien compris, précisons le but : **« permettre aux jeunes sans emploi, de 18 à 30 ans, de bénéficier d'une aide pour aller travailler dans un autre Etat que le leur ».** En démographie cela porte le non de mobilité géographique Il ne faut beaucoup d'imagination pour connaître les flux à venir. **La jeunesse du sud va alimenter le marché du travail de l'Allemagne, histoire de rééquilibrer le déficit démographique ! Qui a dit que les voyages forment la jeunesse ?**

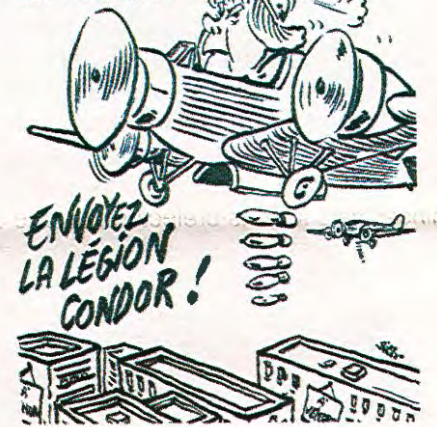
En bref

Printemps érable

Les étudiants québécois manifestent depuis des mois contre la hausse des frais de scolarité (82% sur sept ans soit à terme 4000 dollars canadiens par an ! soit 3090€). Le conflit s'enlise. En réponse aux luttes des étudiants le gouvernement libéral dépose une loi spéciale destinée à restreindre le droit de manifester. De très lourdes amendes sont prévues contre les piquets de grève. Le conflit a pris une dimension politique.

Afghanistan

LES SOLUTIONS DE MERKEL CONTRE LA CRISE DE L'IMMOBILIER EN ESPAGNE



Malgré les propos va-t-en-guerre des ex-ministres UMP, parmi lesquels le très recommandable Gérard Longuet, François Hollande a bien réaffirmé sa volonté de voir les troupes françaises quitter l'Afghanistan 2 ans avant le terme fixé par l'Otan, une position attendue devant une situation qui dure depuis bien trop longtemps.

Faillite de l'Espagne ?

Prévision 2012...moins 5,3 % du PIB. Loin de ses engagements intenable. Les régions autonomes sont surendettées. Les créances immobilières toxiques pèsent sur la trésorerie des banques: 260 milliards de pertes prévues. Une aide publique de 60 milliards s'annonce nécessaire.

Référendum en Irlande

31 Mai : jour du référendum sur le traité de stabilité européenne. Jusqu'alors les irlandais sont les seuls à être consultés ! Cette obligation est gravée dans le marbre de leur constitution. Par deux fois déjà ils ont osé dire NON aux traités européens. Quel sera le sens du message ?

Recomposition

Au FN Marine Le Pen, à l'UMP, certains élus, des militants, appellent à une recomposition de la droite. Entre œillades et rejets il semble tout de même qu'un glissement s'opère à l'UMP. Le FN ne s'interdit pas d'appeler « très exceptionnellement » à faire gagner des candidats de l'UMP, ...voire du PS au 2^e tour, en fonction de leur « valeur humaine » !
Donnant-donnant ?

Le 10 juin prochain, assurons notre pays d'un réel changement en votant pour les candidats du Front de Gauche.

citoyens venus rejoindre la campagne que la dynamique doit se poursuivre après une présidentielle où notre candidat a rassemblé quatre millions d'électeur.

Plus nous ferons élire de députés du Front de gauche, parmi lesquels de nombreux communistes, plus le score du Front de Gauche sera important et plus nous pourrions peser sur la politique qui sera menée dans notre pays.

Dans la situation économique et sociale actuelle, en France comme en Europe, il y a besoin de députés du Front de Gauche. Les enjeux cruciaux d'une juste répartition des richesses afin d'augmenter le SMIC à 1700€, les pensions des retraités... de développer les services publics, la santé, l'école... : **seul le vote en faveur de candidats du Front de Gauche peut garantir ces progrès en pesant sur la nouvelle majorité de gauche.**

[A l'heure où nous imprimons ces lignes, avant la fête des Nouvelles de Loire-Atlantique, nous espérons qu'elle fut pour vous un bon moment politique et festif. Vous pourrez retrouver tous les comptes rendus sur la fête dans le prochain numéro de votre journal]



Entre 1980 et 2007, l'industrie française a perdu 36% de ses effectifs, soit un total de 1,9 millions d'emplois soit 71.000 par an.

En 2009, en plein cœur de la crise, **ce sont près de 200.000 emplois qui ont été détruits dans l'industrie française.**

Ainsi, la part de l'emploi industriel est passée de 32,2% à 19,9% entre 1978 et 2008.

Aux chantiers navals de Saint-Nazaire, ce sont plus de 2500 emplois perdus depuis 2003, dont 235 en 2010, pour un total de 2100 salariés aujourd'hui.

En Loire-Atlantique

3

Baisse d'activité aux Chantiers navals de Saint-Nazaire : agir maintenant !



Le mercredi 23 mai près de 3 000 personnes ont manifesté à Saint-Nazaire pour réclamer l'intervention des pouvoirs publics pour sauver les chantiers navals en grande difficulté économique. L'intersyndicale CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA, a défilé derrière une même bannière **"Mobilisés pour la navale"**.

Partis des chantiers navals en fin de matinée, après avoir parcouru la ville sous un soleil de plomb, les manifestants se sont dirigés vers la sous-préfecture, où une délégation a été reçue.

Cette mobilisation fait suite à l'annonce de la direction des chantiers navals STX qui début avril, envisageait 2 500 jours de chômage partiel à la suite de la perte d'une commande de deux navires de croisière, ce chômage s'est lui-même ajouté à un peu plus de 9 000 jours de chômage partiel en mai et juin mis en place pour faire face au creux de charge que l'entreprise devait traverser d'ici à la fin 2012 en raison du faible taux de remplissage de son carnet de commandes l'année passée.

« C'est à l'État actionnaire (il détient un tiers du capital des chantiers) d'assumer ses responsabilités, en promouvant une politique industrielle et en permettant les investissements pour développer l'emploi statutaire à STX et chez les sous-traitants » pour Aymeric Seassau, conseiller régional référent du bassin d'emploi de Saint-Nazaire et secrétaire fédéral du pcf présent à la manifestation. **« Le chantier naval nazairien est aujourd'hui au bord du gouffre. Avec lui c'est toute une industrie, une économie, une part de notre indépendance, un savoir faire qui sont menacés. Des décisions urgentes s'imposent à tous les décideurs ».**

L'absence d'une véritable politique industrielle dans la navale, comme dans de très nombreux secteurs, handicape fortement cette branche. Les activités de la mer méritent une véritable politique industrielle» renchérit Roger David conseiller général communiste lors d'un récent courrier au premier ministre nouvellement nommé.

En effet, le carnet de commandes des chantiers ne comprend plus que l'Europa-2, un paquebot de grand luxe pour 500 passagers, commandé par le groupe allemand Hapag Lloyd Croisières et livrable au printemps 2013, un paquebot de plus de 1 700 cabines pour l'Italien MSC, le Preziosa (mars 2013), et deux navires porte-hélicoptères de type BPC pour la Russie (fin 2013 et fin 2014). Rappelons que l'entreprise emploie 2 100 personnes et fait travailler quelque 4 000 sous-traitants.

"On n'imagine pas ne plus voir de paquebots partir de Saint-Nazaire". "La situation est dramatique", a pour sa part estimé Marie-Claude Robin, secrétaire départementale de la CGT. "Dans les six prochains mois il faut que des décisions soient prises pour que soient relancés les chantiers : on a connu ça à Nantes il y a 30 ans, on n'a pas envie de revoir ça à Saint-Nazaire", a-t-elle ajouté. Les propositions des communistes et du front de gauche, d'un pôle public bancaire, d'un véritable grenelle de l'industrie et d'un véritable investissement de l'état dans ce secteur stratégique apparaissent dans ce contexte plus que jamais d'actualité pour que vive et se développe la navale à Saint-Nazaire.

« Dégager des solutions immédiates »

Sabine Mahé, Maire de Trignac, suppléante PCF-Front de Gauche sur la 8^{ème} circonscription de Loire-Atlantique

« Avec cette nouvelle manifestation, l'importance de la mobilisation des salariés et plus largement de la population du bassin Nazairien, Trignacaise en particulier, atteste des enjeux pour l'avenir de l'industrie de la construction navale sur notre territoire. Alors que la situation de STX était déjà particulièrement tendue et que les sous-traitants connaissaient des difficultés majeures, l'annonce de la perte des deux paquebots de l'armateur Viking attendus par les chantiers est venue comme un coup de poignard.

La responsabilité du gouvernement Sarkozy de la droite est immense dans cette situation.

Actionnaire à plus de 33%, sont devenus de tout faire pour que le montage financier permette d'aboutir à une solution positive. L'urgence de la situation l'imposait.

Plus que jamais, de la tenue d'un « Grenelle de l'emploi et de la sous-traitance » dans la navale est à

l'ordre du jour pour dégager des solutions immédiates, à moyen et long terme. De ce point de vue, des solutions immédiates existent avec le renouvellement de la flotte vieillissante de la SNCM puisque d'un côté l'Etat est commanditaire en Méditerranée d'un accord prévoyant le renouvellement de 8 navires et de l'autre il est actionnaire à 33,4% du principal chantier de construction navale civile.

Pour le long terme, nous proposons :

- la mise en œuvre d'une **politique industrielle nationale pour la France** visant à relocaliser l'industrie et à appuyer les filières stratégiques comme la navale.

- la **création d'un pôle public bancaire** pour assurer des financements favorables à l'emploi, à l'innovation, à la recherche, à la création de compétences nouvelles et à la formation des salariés. Rappelons qu'en 2008, la France a garanti les opérations des banques pour 320 milliards d'€ et aidé à la recapitalisation pour 40 milliards sans aucune exigence en contrepartie.

- la mise en œuvre du contrôle des fonds publics, garanti par de nouveaux pouvoirs pour les salariés, afin de pouvoir intervenir dans les choix des entreprises.

La navale a de l'avenir à Saint-Nazaire. L'heure est à la mobilisation générale de l'Etat jusqu'aux sous-traitants pour partir à la reconquête de la navale et de ses emplois. Elu-e-s des collectivités locales, candidat-e-s du Front de Gauche aux élections législatives, nous seront de toutes les mobilisations, aux côtés des salariés, pour parvenir à cet objectif. »



En bref

Debré-Dati : la guerre !

Rachida, eurodéputée et maire à Paris dans le VII^e, proche de Copé, soutien sa collègue Brigitte Kuster « une élue de terrain dont le mérite n'est pas dû à son nom mais à son travail ! » candidate face à Bernard Debré investi par l'UMP et proche de Fillon « il n'est pas honteux d'avoir des parents irréprochables » lui répond le professeur de médecine, fier de son grand-père Robert créateur de l'Unicef et de son père Michel créateur de l'E.N.A.

Montebourg-Audrey Pulvar (1)

L'UMP fait pression pour contraindre la campagne du ministre du redressement productif à quitter l'émission on n'est pas couché sur France2, après avoir obtenu l'arrêt de sa matinale de 6 à 7 sur France-inter. Elle a une semaine pour prendre sa décision...sinon ? France Télévision rappelle que la journaliste «collabore » en tant que polémiste à une émission de divertissement et non une session d'information.

Le Tweet d'Audrey Pulvar (2)

« Allez, je vous laisse, faut que j'aille faire les courses pour préparer le dîner de mon cerveau, qui doit trouver la table mise en rentrant ».

«Le trèfle» candidat pour l'oseille !

Des candidats d'un nouveau genre, viennent d'apparaître dans nos circonscriptions...

Inconnus jusqu'alors en politique ils se déclarent motivés par le social, l'écologie, la proximité...Candidat « attrape tout » ils sont surtout là pour l'oseille ! Aux législatives pour chaque voix obtenue le candidat reçoit 1€50 de financement pour sa formation. Ceci explique le fleurissement printanier et outrancier des candidatures .En moyenne 11 candidats par circonscription! N'oubliez pas de trier le bon grain de l'ivraie.

Et rond et rond petit Parpaillon !

L'appel du maire d'Orvault à une « union » droite-centre est un échec (P.O 21.5).A-t-il négocié le soutien de l'UMP pour les municipales de 2014 contre son ralliement à l'UMP François Pinte ? Hervé Grélard et ses amis centristes ne comprennent pas son revirement, car dès le mois de décembre il avait sollicité le centriste pour les législatives. Mais avec un Bayrou à 9% à la présidentielle,... il fallait changer d'alliance. On tourne en rond, mais tout ça c'est du pareil au même, c'est la droite !

Une étoile est née... Annick Le Ridant !

Ancienne crêpière du marché de Talensac « elle entend construire sa vie politique comme elle a mené son commerce, au contact ! » C'est sa première campagne sous l'étiquette collective UMP, nouveau centre, parti radical et alliance centriste ! Objectif mettre en ballottage le candidat maire-premier ministre. Voire le faire tomber! Et elle ne s'arrêtera pas là.

« Ces législatives sont un tremplin. Je me présenterai aux municipales à Couëron. Tout est à faire dans cette circonscription. »! Déléguée régionale aux droits des femmes, Personne ne peut nier son courage dit d'elle l'UMP44, «je ne suis pas qu'une blonde, j'ai aussi des neurones » ...

C'est cette dynamique, celle de l'élection présidentielle à laquelle des citoyens, des syndicalistes, des associatifs ont pris part, que les communistes souhaitent amplifier pour modifier le rapport de force à gauche, jusqu'à l'Assemblée pour avoir un groupe qui pèse sur les débats.

Notre objectif électoral est clair : faire gagner la gauche en garantissant la réussite du changement tout en continuant de battre en brèche les idées de la droite et de l'extrême droite.



Selon l'Organisation internationale du travail, dans les pays développés les profits ont augmenté de 83% de 2000 à 2009, mais les investissements ont stagné et les dividendes distribués ont pris une part de plus en plus importante des profits bruts : de 29% en 2000 à 36% en 2009. En France, pour 86 milliards d'€ de profits en 2010, les entreprises du CAC 40 ont consacré 44 milliards aux dividendes et au rachat de leurs propres actions. 175 milliards sont passés du travail au capital entre 2007 et 2012 par les niches fiscales, la fin de la Taxe Professionnelle, la baisse de l'impôt sur la fortune, le bouclier fiscal et les 30 milliards d'exonérations de cotisations patronales.

Pour que la gauche réussisse !

4

XIII^{ème} législature - 2007-2012

Bilan des député-e-s communistes, républicains, citoyens et du Parti de gauche (suite et fin)

Sous le quinquennat de N. Sarkozy, le logement n'a clairement pas été la priorité. En 5 ans, le gouvernement a fragilisé le modèle social français. La suppression du Ministère du logement en a été la traduction symbolique. Considérant avant tout le logement comme une marchandise, la majorité a délaissé le logement social au profit de l'investissement local privé.

L'ambition des député-e-s communistes, républicains, citoyens est à l'inverse, celle d'un investissement public massif dans le secteur, pour se donner le moyen de résoudre la crise du logement.

Ils ont proposé un programme d'urgence pour le logement et de lutte contre la spéculation qui interdit les expulsions, renforce la loi SRU (30% de logements sociaux obligatoires en zones tendues, 256% sur le reste du territoire) et des sanctions plus fortes en cas de non application, lancement d'un plan massif de construction de 200 000 logements sociaux, revalorisation de l'APL, interdiction de vente de logements sociaux...

Ils ont porté tout au long de cette législature une refondation républicaine conforme à notre devise : Liberté, Egalité, Fraternité.

La proposition de loi n°4376 supprimait le mot « race » dans notre législation. La n°3270 garantissait l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. La 1251 abrogeait la procédure prioritaire en matière d'asile et le caractère non suspensif au recours des demandeurs en procédure accélérée... La proposition n° 525 luttait contre les violences à l'encontre des femmes. La n° 2290 ouvrait le droit aux mariages à tous les couples sans distinction de sexe ni de genre. Les droits et les libertés étaient placés au cœur de la République dans la proposition de résolution n° 2942...

Pour une Europe des peuples et un autre monde. Ils ont déposé, en novembre 2011, conjointement avec leurs homologues de la gauche allemande une proposition de résolution n° 3867 face à la stratégie d'austérité et de soumission aux marchés. La résolution n° 3545 reconnaissait l'Etat palestinien et la 3715 portait sur l'évaluation et l'objectif de l'intervention militaire en Libye.



Des législatives pour le changement !

Pour gagner ensemble un autre avenir, les candidat-e-s du Front de gauche prolongent la dynamique enclenchée pour la présidentielle. Après les 4 millions de voix obtenues par notre candidat JL Mélenchon et l'action du Front de gauche, des communistes et de tous ceux qui le composent, pour garantir la défaite de Sarkozy, nos propositions doivent continuer à porter l'espoir et la nécessité d'une réelle alternative en France et en Europe.

Avec le Front de gauche, nous n'avons pas changé d'avis et encore moins de programme. Notre volonté de redonner des couleurs à la gauche est intacte.

Nous disons toujours et le dirons sans relâche : l'humain d'abord !

Pour une politique de gauche réussie

C'est à l'Assemblée nationale que se font, se débattent et se votent les lois qui peuvent affronter la crise et stopper la soumission à la spéculation capitaliste, réinventer un pacte social et républicain pour renforcer la liberté, l'égalité et la fraternité et ouvrir enfin une nouvelle perspective pour les citoyens. La victoire d'Hollande nous permet de porter des revendications ambitieuses et urgentes en aidant la réappropriation de la politique par les citoyens de notre pays. Une nouvelle démarche politique et un vrai projet de justice sociale est proposé par le Front de gauche. Nous voulons faire du neuf à gauche pour véritablement donner un nouvel espoir aux salariés.

Pour y contribuer les candidat-e-s PCF/FDG de notre département portent les revendications suivantes :

**Agir tout de suite
Agir pour un développement durable**



• Partager les richesses et abolir l'insécurité sociale

L'augmentation des salaires, des pensions, des retraites et des minimas sociaux. Le Smic à 1700 Euros bruts par mois pour 35 heures.

La garantie des revenus agricoles et des prix alimentaires (coefficient producteur/consommateur) pour que vive le monde rural et pour une conversion écologique et performante de l'agriculture.

Le maintien d'une viticulture rémunératrice pour les producteurs et respectueuse de l'environnement.

La protection sociale pour tous et toutes avec la retraite à 60 ans à taux plein et le remboursement à 100% des dépenses de santé. Abrogation de la réforme hospitalière.

Le droit au logement avec le blocage des loyers et la construction de 200 000 logements sociaux par an. Abrogation de la loi Molle, dite loi Boutin.

La reconquête des services publics et des entreprises



publiques. Retour au service public postal, pôle public EDF-GDF-AREVA-TOTAL. Arrêt de la RGPP.

Refonte du Code du travail pour abolir la précarité et établir l'égalité femmes-hommes

La mise en place d'un statut social pour tous les jeunes permettant leur autonomie.

• Reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers

Un Audit citoyen de la dette publique et la fin des emprunts publics sur les marchés qui nous étranglent.

Le partage des richesses avec une fiscalité plus juste mettant à profit les hauts revenus et les actifs financiers pour financer l'investissement et les services publics et garantir le fonctionnement des collectivités locales.

Un pôle public bancaire pour reprendre le pouvoir face aux marchés financiers et financer l'économie réelle.

• La planification écologique • Produire autrement

La relocalisation industrielle avec une politique nationale définissant de grandes filières stratégiques telles que la sidérurgie, la construction navale, l'aéronautique, les énergies renouvelables (éolien, marines).

Développer et sécuriser le transport maritime. C'est possible en se donnant les moyens humains et techniques pour diversifier (ferries, méthaniers, porte-conteneurs). Les salariés doivent disposer de pouvoir de décision dans les choix industriels de l'entreprise.

• La République pour de vrai

Pour une vraie démocratie participative, la mise en place d'un conseil de circonscription permettant l'échange avec l'ensemble des citoyens

• Convoquer l'Assemblée constituante de la VI^{ème} République

L'abrogation des dispositions anti-démocratique de la réforme territoriale et la construction d'une République sociale, reconnaissant le droit de vote à tous les résidents contribuables.

• S'affranchir du traité de Lisbonne et construire une autre Europe

La réorientation de la construction européenne et celle de la Banque centrale européenne pour favoriser l'emploi, les droits sociaux et environnementaux

• La France pour changer le cours de la mondialisation

• L'émancipation humaine en tête

Une école de la réussite pour tous de la maternelle à l'université en ouvrant des postes et des classes et en abrogeant la loi LRU

Le Premier ministre a évoqué le 23 mai un décret permettant à ceux ayant cotisé 41 ans, de partir en retraite à 60 ans et à taux plein, mais a aussi parlé de la réduction des déficits... Il a précisé "souhaiter dans les trois semaines, respecter l'engagement pris par le président de la République François Hollande de corriger et supprimer une injustice" Il a indiqué que les périodes de chômage, maladie pouvaient "être prises en compte" comme c'est le cas déjà dans le dispositif carrières longues. "Nous pouvons travailler sur cette base", a-t-il dit, en ajoutant que "le gouvernement tranchera". "Je prendrai mes responsabilités aussi au vu du coût. Nous avons évalué le coût de cette mesure à un milliard d'euros, nous l'avons financée".

Jean-François Copé a déclaré que l'UMP avait besoin d'un maximum de députés élus les 10 et 17 juin, ce qui la conduira à ne pas respecter la loi sur la parité hommes-femmes lors de ces législatives. «Je plaide coupable avec regret, c'est un arbitrage que nous avons eu à rendre et qui était difficile». Citant l'ancrage local des candidats sortants, le secrétaire général de l'UMP a ajouté qu'«il était extrêmement difficile de les sacrifier». «Voilà pourquoi j'ai pris avec mes amis de l'UMP cette décision qui nous coûtera en terme d'amendes» Il faut souhaiter que ça va leur coûter aussi un maximum en perte de voix !

Le social au cœur

5

Santé = préoccupation des Français

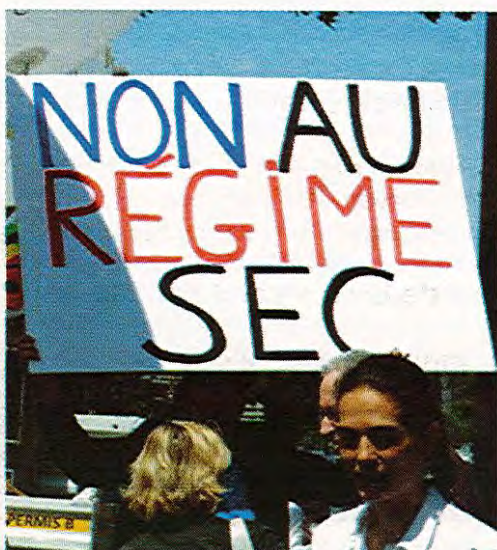


La santé est la 3ème préoccupation des Français après les salaires et l'emploi. Notre système de Santé et notre Protection Sociale n'ont cessé de se dégrader pendant les cinq dernières années, au point que près d'un usager sur trois renonce à des soins aujourd'hui. Pour relever le défi de l'accès aux soins de qualité pour tous, la Cgt propose une réforme de grande ampleur s'appuyant sur un grand service public de Santé et d'Action Sociale et une Protection Sociale Solidaire. L'intervention et l'action syndicale doivent être renforcées. Dans l'immédiat, tous les syndicats doivent refuser l'extension de la flexibilité exigée par le Medef, avec à sa suite le patronat associatif au travers des accords dits «compétitivité emploi». Le véritable changement passe par la création et la reconquête d'emplois sur tout ce champ, la reconnaissance des qualifications, la revalorisation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, la revalorisation du travail, de son contenu et de sa finalité dans le cadre d'un grand Service Public et d'une Protection Sociale Solidaire. La Fédération Cgt de la Santé et de l'Action Sociale annonce

Services publics : la Cgt ne lâche rien

La fédération CGT des services publics (1er syndicat du secteur) n'a pas attendu pour faire part au futur gouvernement de revendications prioritaires, «à satisfaire urgemment» :

- Augmentation de la valeur du point d'indice permettant dans un premier temps de rattraper les pertes accumulées de pouvoir d'achat,
- Abrogation de la réforme territoriale,
- Rétablissement plein et entier du droit à la retraite à 60 ans,
- Titularisation des non titulaires occupant des postes correspondant à des besoins permanents,
- Abrogation du jour de carence dans la Fonction publique,
- Rétablissement de la cotisation CNFPT à 1% de la masse salariale afin d'assurer le financement mutualisé de la formation professionnelle des agents de la FPT.



Le changement doit être marqué par de premières évolutions fortes. De nombreuses autres revendications devront être satisfaites dans les mois et les années qui viennent, en particulier en termes de développement et

reconquête des services publics et de financement pérenne et solidaire des collectivités locales.

qu'elle continuera avec ses syndicats et les salariés, à organiser les actions pour le progrès social indispensable pour sortir de la situation de crise, et améliorer le système de Santé et de Protection Sociale. Elle entend créer les conditions de l'action syndicale unitaire pour y parvenir. Dans cette situation nouvelle et ouverte, la Fédération Cgt de la Santé et de l'Action Sociale interpelle, dès maintenant, le nouveau gouvernement et les départements ministériels concernés. Elle s'adresse aux autres organisations syndicales du champ sanitaire, social et médico-social, et appelle les salariés des établissements et services Public et Privé, de la Santé et de l'Action Sociale, les retraités, à se mobiliser, s'organiser, se syndiquer Cgt pour poursuivre leur action au travail, dans la vie pour faire aboutir leurs revendications.

Pour obtenir :

Une offre de soins de proximité en fonction des besoins de la population

Le remplacement des Agences Régionales de Santé (A.R.S.) par des Chambres territoriales de Santé afin d'organiser une vraie démocratie sanitaire et sociale de proximité

La fin de la rémunération à l'acte avec suppression des dépassements d'honoraires

L'arrêt des restructurations en cours et le renforcement de l'existant

La réouverture des services fermés sur critères financiers

L'abrogation de la loi Hôpital, Patients, Santé, Territoire (H.P.S.T.)

La suppression de la tarification à l'activité (T2A)

La cessation du conventionnement par la Sécurité Sociale des établissements de Santé Privée à but Lucratif

La Santé ne doit pas être, ne peut pas être un service marchand, source de profits !

Ecole : pas d'état de grâce !

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a promis une "concertation" avec enseignants et parents d'élèves sur les rythmes scolaires et la semaine de cinq jours, à l'issue de laquelle un "arbitrage" sera rendu. Cette question, "est un chantier, une priorité". Selon le SNUipp-FSU, "cette décision était indispensable. Nous sommes demandeurs d'un processus de discussion transparent, cadré par un calendrier et des points d'étape". Est venue ensuite l'annonce d'une remise en question des évaluations CE1 et CM2, qui seront cantonnées à une utilisation pédagogique au sein de la classe et de l'école, et non «remontées» au Ministère. Le ministère annonce aussi l'ouverture de discussion pour revoir totalement les dispositifs d'évaluation. Il répond ainsi à une demande du SNUipp-FSU. Les évaluations doivent être au service des apprentissages et aider les enseignants à mettre en œuvre des actions pédagogiques dans la classe et au sein de l'école. Le SNUipp-FSU demande également que le principe de la prime soit abandonné, qui divise et nuit au travail d'équipe. La reconnaissance salariale, indispensable, c'est pour TOUS ! » Visiblement le gouvernement fait très attention, du moins dans la période, au ressenti autour de l'école. Le nouveau Ministre Vincent Peillon, indiquant : «Nous voulons réaffirmer ce qui est notre grande priorité, c'est-à-dire l'école maternelle et élémentaire». **On peut faire confiance aux enseignants pour le suivi des promesses.** Car, au-delà de leurs syndicats, c'est aussi le Réseau des enseignants du primaire en résistance qui se manifeste dans son « Appel des 60 au Ministre de l'Education Nationale ». Ils rappellent avoir dénoncé sans relâche les atteintes répétées depuis 2007, à la liberté pédagogique, la « caporalisation » des esprits, l'absence de dialogue avec la hiérarchie, la soif de compétition, la course à l'évaluation, l'obsession du fichage. Ils disent leur espoir d'une nouvelle politique scolaire ramenant le quinquennat passé à une triste parenthèse. Ils demandent solennellement que soient levées ou effacées toutes les sanctions qui les ont frappés, que soit symboliquement reconnue leur action pour la défense de l'école de la République, et souhaitent devenir force de proposition dans le débat sur l'école qui s'annonce.

En bref

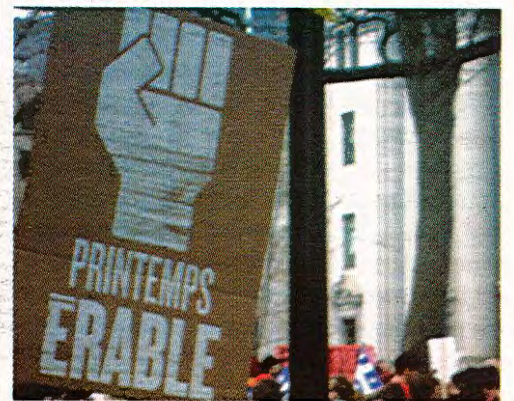
Redressement productif

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif a reçu le 21 mai syndicats et patronat pour un 1er échange sur la production française. Le nouveau gouvernement fait face à la crainte d'une multiplication de plans sociaux mis entre parenthèses pendant la campagne présidentielle. Etaient reçus: Jean-François Roubaud (CGPME), Jean-Claude Mailly (Force ouvrière), François Chêrèque (CFDT), Laurence Parisot (Medef) et Mohammed Oussedik (CGT en charge du secteur industriel).

Livret A : c'est maintenant !

Il y a à peine quelques semaines, le précédent gouvernement en phase terminale avait refusé de relever le taux de rémunération du Livret A et du Livret de développement durable (LDD) de 2,25% à 2,75% au 1er février et à 2,50% au 1er mai. Violant ses propres règles relatives aux modalités de fixation de la rémunération du Livret A, ce gouvernement faisait donc le fond des poches des Français et un cadeau d'un Mds d'euros aux banques. Et dès le lendemain du 6 mai, le patronat des banques et assurances menait l'offensive contre l'engagement présidentiel du doublement du plafond du Livret A pour que «soient construits au cours du quinquennat 2,5 millions de logements intermédiaires, sociaux et étudiants, soit 300 000 de plus que lors du quinquennat précédent, dont 150 000 logements très sociaux, grâce au doublement du plafond du Livret A»

La « belle province » se rebelle



Ça n'a guère fait la Une des journaux-télévisés. Pourtant, cela fait plus de cent jours que le conflit étudiant a débuté au Québec. Cent jours de manifestations, cent jours d'universités bloquées, cent jours de négociations avortées, cent jours de perturbation du transport... Et cela pour dénoncer la hausse exorbitante des droits de scolarité. Et la «réponse» du gouvernement n'a pas convaincu : il a fait voter une loi spéciale restreignant le droit de manifester, multipliant violences et arrestations... Printemps arable ? à suivre.

Une mouche dans la tête !

Du 10 mai au 14 octobre 2012, découvrez au parc du Domaine de la Garenne-Lemot, riverain de la Sèvre Nantaise, près de Clisson, une exposition d'art contemporain. Avec un éclairage artistique et poétique, l'exposition "Une Mouche dans la Tête" interroge le monde des végétaux et des insectes à travers des regards d'artistes qui, tout en reprenant les méthodes et outils des pratiques scientifiques associées à la botanique et l'entomologie, les détournent au profit de l'acte de création.

Ouvert tous les jours de 11h à 18h 30 jusqu'au 30 septembre et de 14h à 17h30 (sauf le lundi) du 1er au 14 octobre.

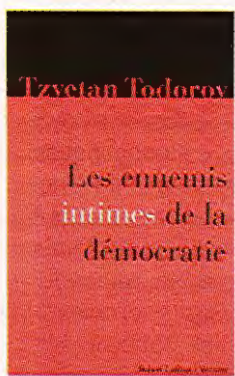


Culture, idées

6

Lire

Ennemis intimes de la démocratie



Ayant émigré de la Bulgarie socialiste, Tzvetan Todorov déclare aujourd'hui : « Je me suis aperçu depuis qu'un certain usage de la liberté peut représenter un danger pour la démocratie. » Et de poursuivre : « Les menaces qui pèsent sur

elle viennent non de l'extérieur... mais plutôt du dedans... » Quelles sont-elles, ces menaces ? Si, pour Todorov, l'expérience communiste a relevé du messianisme politique, les agissements des États-Unis et l'ultralibéralisme offrent, en quelque sorte, une réelle parenté avec celle-ci. Oui, l'ultralibéralisme que Todorov caractérise comme étant une tyrannie des individus met en danger la démocratie.

Et du triomphe de cette idéologie, Todorov dresse le tableau suivant : « Aujourd'hui, rassurés par l'idéologie ultralibérale, les dirigeants politiques se mettent encore plus volontiers au service des puissances d'argent... Le résultat cette fois est, d'un côté, la constitution d'oligarchies politico-économiques, et, de l'autre, la mise à l'écart des perdants, véritables déchets du système, condamnés à la fois à la pauvreté et au mépris : ils sont la cause de leur malheur et, pour les secourir, l'on ne doit en appeler ni à l'État ni à la solidarité collective. »

Ce changement est, en un sens, plus fondamental encore que celui imposé par la Révolution française qui se contentait de remplacer la souveraineté du monarque par celle du peuple. L'ultralibéralisme, lui, met la souveraineté des forces économiques, incarnées dans la volonté des individus, au-dessus de la souveraineté politique, quelle qu'en soit la nature. Ce faisant, il contrevient – paradoxalement – au principe fondateur de la pensée libérale, qui est la limitation d'un pouvoir par un autre. » Aussi ce qu'il applique aux régimes totalitaires ne convient-il pas comme un gant à l'actuel règne destructeur de l'argent : « Si l'on définit la barbarie comme le refus de considérer que les autres sont des êtres humains semblables à nous, on peut voir dans ce monde régi par le seul pouvoir une incarnation assez parfaite de la barbarie » ? Entre le zoo "tout État" et la jungle "tout individu", dont nous entretenait Jean Ferrat, il y a une autre voie à inventer, à construire pour la dignité et l'émancipation humaines. Et les ennemis intimes de la démocratie de Todorov nous rappellent que cette voie, la politique, se confond en toute occasion avec la démocratie.

Valère Staraselski

Tzvetan Todorov, *Les ennemis intimes de la démocratie*, Éd. Robert Laffont, 259 p., 20-euros

«Le choix de la ville» Un pari modeste et patient de sa croissance

Rémy Ailleret, directeur général adjoint de l'urbanisme de la ville de Montpellier expose dans ce livre ses réflexions sur l'évolution de la cité. Avec *"Le choix de la ville"*, il ne se positionne pas en expert. Il s'agit plutôt des réflexions

d'un acteur issues de vingt ans de pratique quotidienne de l'urbanisme. Elles sont enrichies par les échanges professionnels avec des urbanistes, aménageurs, promoteurs, architectes..., confrontés aux mêmes problématiques

L'auteur occupe, en effet, une situation privilégiée qui permet d'observer la façon dont la ville se transforme, ainsi que par ses précédentes expériences, notamment à la communauté d'agglomération de la Rochelle. C'est pourquoi cet essai concerne d'autres ensembles urbains français.

Pour lui, le terme de "ville" ne désigne pas la collectivité territoriale, ni le territoire communal, mais le cadre de vie urbaine, avec son formidable potentiel d'échanges. Le "choix de la ville" est donc celui d'une politique locale. La grande majorité des politiques publiques déterminantes pour le devenir des villes relèvent des pouvoirs locaux.

Tout projet urbain, aussi modeste soit-il, exige de la patience, de la rigueur et de la souplesse. Tous les aménagements nécessitent l'implication de beaucoup d'intervenants, de nombreuses études et s'inscrivent dans un processus long de concertation publique. Un délai d'une ou plusieurs décennies sépare souvent la décision d'engager une opération et son achèvement. Avec un nécessaire "devoir de modestie".

« Plus que la maîtrise des techniques et des procédures permettant de gérer la durée, qui ne constituent jamais qu'une boîte à outils, il est nécessaire d'adopter une attitude d'ouverture vis-à-vis des multiples aléas », une disponibilité face à l'imprévu qui doit s'anticiper des les études de faisabilité ou de définition initiales, indique l'auteur. « Dans un projet urbain, toutes les étapes de la programmation à la réalisation doivent être menées avec l'obsession de l'ouverture à une diversité d'usages souvent imprévisibles ».

Les joies et les chances qu'offre la ville, constituent de bonnes raisons de promouvoir son développement. Elle forme un système d'organisation susceptible d'aider notre société à devenir plus juste, plus écologique, capable de produire davantage de richesses. À l'heure où les

ressources publiques vont en se réduisant, il faut d'autant plus faire le pari du "levier de la croissance" démographique pour "réparer la ville".

Ce choix de la ville devrait être partagé par tous les acteurs publics et soutenu par tous ceux qui en bénéficient au-delà de leurs stricts intérêts financiers à court terme. Or, indique-t-il, par exemple, « L'attitude presque mercantile de RFF, de la SNCF ou de beaucoup de ministères dans la cession de leurs fonciers, y compris lors-

qu'il s'agit de friches dont la résorption relève de l'intérêt général, est un contre-exemple patent. Les difficultés financières de RFF ou de la SNCF sont incontestables et la logique d'une valorisation financière maximale compréhensible. Il est pourtant paradoxal pour ces deux établissements de bénéficier de prérogatives publiques importantes, comme certaines règles de reconstitution à neuf à la charge des acquéreurs d'équipements ferroviaires ou de bureaux, et d'imposer des prix dignes de spéculateurs sans complexes ».

La progression démographique est un moteur permettant à la cité de guérir de beaucoup des "menaces" qui la touchent : les fractures sociales, la poussée des égoïsmes, l'inflation des contentieux. Quand la population chute, les situations sociales, écologiques, la qualité des équipements et des espaces publics sont souvent préoccupantes. Historiquement, ces périodes ont été associées à des catastrophes ou des récessions économiques. À contrario une ville heureuse attire. Un livre agréable à lire, sans jargon inutile, où l'absence délibérée de références réglementaires et législatives n'empêche pas la profondeur et la pertinence de l'analyse du vécu urbain et de la pratique de l'urbanisme au quotidien.

Rémy Ailleret, *Le choix de la ville, l'urbanisme au service d'une ville partagée et créative*, Ed. l'Harmattan, 2012, 124 p., 14€.



«Jeune lycéenne, vieux murs» une histoire du lycée de Savenay

A l'occasion du centenaire des bâtiments du Lycée Jacques Prévert de Savenay, l'AHSL (Association d'Histoire du Lycée de Savenay) publie un livre intitulé *"Jeune lycéenne, vieux murs"*. Car si Jacques Prévert est un "jeune lycéenne", il fonctionne aujourd'hui dans les "vieux murs" de l'ex-École Normale (EN) et de l'ancienne École Primaire Supérieure (EPS).

Pour son préfacier, Alain Croix, « la grande originalité de ce livre, ce qui en fait un livre essentiel, ce sont d'abord ses dernières pages, cette tentative si neuve et courageuse d'affronter l'histoire immédiate, ou quasi immédiate, d'un établissement scolaire "de base", même pas dans une grande ville. D'en exposer les tourments et les initiatives pédagogiques, les conflits, le dynamisme, les doutes, les personnalités, les consensus qui finissent par s'établir. De montrer l'émergence de la parole lycéenne, de l'action lycéenne aussi », notamment à travers le mouvement lycée anti-CPE de 2006. Mettant en évidence, le rôle des leaders des divers mouvements lycéens, tels Y. Augéat, J. Rousseau ou M. Gatepaille.

Les premiers chapitres reviennent abondamment sur toutes les époques qui dessinent « l'image, la notoriété même de Savenay (...) construite sur cette fonction éducative essentielle, et unique entre Nantes et Saint-Nazaire », souligne également Alain Croix.

De quoi susciter l'intérêt des anciens, ex-Normaliens – parmi lesquels, dans les années 30, Pierre Mahé et Yves Cosson (photo, à droite) – des collégiens des années 40 et 50, et des générations successives de lycéens, dont ceux de la "démocratisation" et de la "massification" des années 90 et 2000. Mais aussi des érudits et des nombreux curieux et lecteurs d'histoire scolaire.

Cet ouvrage de 320 pages comportant de nombreux documents, témoignages et photos inédits, est en cours d'impression. La souscription pour cet ouvrage est ouverte jusqu'à fin juin 2012 à un prix de 17€. Le prix public sera de 24€ au moment de la parution, fixée au centenaire du lycée, le 6 octobre 2012. Plus d'infos et bulletin de souscription sur le site : www.ahls.fr.



1 199 000. La direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) vient de publier les chiffres 2011 de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). Au 31 décembre 2011, 1 199 000 personnes âgées de plus de 60 ans en situation de perte d'autonomie percevaient l'APA en métropole et dans les DOM. Sur un an, le nombre de bénéficiaires a augmenté de 2%. Parmi les personnes percevant l'APA, 60% vivent à leur domicile et 40% en établissement.

"nous demandons une véritable politique de prévention de la délinquance qui fasse en sorte que les jeunes fragiles ne basculent pas". Réaction de Jean-Pierre Rosenczveig, président du Tribunal pour enfants de Bobigny qui s'est réjoui de la volonté de C. Taubira de supprimer les tribunaux correctionnels pour mineurs mais qui espère que le gouvernement ira plus loin. Notamment avec un développement du volet de prévention et d'accompagnement».

Au cœur des collectivités

Sandrine Fleurimont

Adjointe au Maire de St-Herblain

Immigration : changer de politique maintenant !

Le 14 mai 2012, Nicole Borvo Cohen-Seat, Eliane Assassi et Christian Favier, sénateurs communistes membres de la commission des lois, ont adressé un courrier à François Hollande pour lui demander de décréter, dès son investiture officielle à la Présidence de la République, un moratoire sur les expulsions du territoire. Cette initiative s'inscrit dans le combat plus large de l'ensemble des élus communistes de nos collectivités pour le respect du droit des étrangers. Rappelons à ce propos le combat de l'ADECRA de Loire-Atlantique pour la régularisation de M.Shams, jeune afghan victime des talibans menacé d'expulsion. Dans la même période la CIMADE, dans un document publié le 11 mai, appelle le nouveau Président de la République à prendre des mesures urgentes en matière d'immigration : en mettant fin au placement en rétention des familles, y compris à Mayotte ; aux expulsions de demandeurs d'asile en cours de procédure, quel que soit leur statut ; en régularisant les personnes engagées dans le mouvement de grève des travailleurs sans papiers qui a débuté en octobre 2009 et enfin en garantissant le droit au séjour des étrangers gravement malades qui vivent en France. **Depuis dix ans, Nicolas Sarkozy, successivement ministre de l'intérieur et Président de la République a fait adopter de nombreuses lois visant à restreindre les droits des étrangers en contradiction avec le respect des règles fondamentales dont doit bénéficier tout être humain.** Ces réformes – compilées dans le code de l'entrée et du séjour des étrangers en France et du droit d'asile (CESEDA) -ont notamment abouti à placer en centre de rétention administrative (CRA) plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants

étrangers sans-papiers et à en expulser entre deux cent mille et trois cent mille. Actuellement, il y a des dizaines, sans doute des centaines de personnes maintenues dans les CRA, sans oublier celles -tout aussi nombreuses- qui ont reçu une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Une expulsion du territoire est une mesure gravissime qui compromet sérieusement l'avenir de celles et ceux qui en font l'objet. Une expulsion c'est une arrestation, un placement en CRA jusqu'à 45 jours ; c'est une rupture avec sa famille, ses amis ; c'est la perte de son travail, de son logement, de ses biens... Cette situation est inacceptable. Il s'avère aujourd'hui plus que nécessaire alors qu'un gouvernement de gauche s'est installé de revenir sur cette politique et traduire par des actes concrets ce changement de politique afin de marquer une réelle rupture avec la politique d'immigration menée jusqu'à aujourd'hui. En effet, aucune personne ne devrait pouvoir aujourd'hui être soumise à ce qui était la politique d'immigration de Nicolas SARKOZY et que la gauche n'a eu de cesse de combattre depuis 2002. Nous devons marquer une première étape vers un changement en profondeur de notre politique migratoire qui soit résolument tournée vers plus de justice, plus de respect, plus de dignité humaine. Les communistes en seront les artisans acharnés



Près de vous

Jean-Marc Ayrault premier ministre: Apporter aux salariés des réponses concrètes

Jean-Marc Ayrault a été nommé Premier ministre, Aymeric Seassau conseiller régional et secrétaire fédéral du PCF 44 salue dans un communiqué au nom des communistes de Loire-Atlantique sa nomination et lui souhaite pleine réussite à la tête du gouvernement. Il déclare par ailleurs que « C'est à lui que revient désormais la lourde tâche de tourner la page de 10 années de pouvoir de droite terribles pour les salariés et les familles populaires. Les salarié(e)s du port ou encore ceux des chantiers STX et des sous-traitants de la navale mobilisés le 23 Mai dans l'unité syndicale peuvent attendre des réponses concrètes sur ces dossiers structurants que Jean-Marc Ayrault connaît bien. Les attentes sont considérables, il y a urgence, les puissances d'argent ne retiendront pas leurs coups. La gauche peut relever le défi de l'augmentation des salaires, celui de la reconquête des services publics, du développement industriel et de la réorientation de la construction européenne. En Loire-Atlantique comme ailleurs, les communistes soutiendront toutes les mesures permettant le développement des solidarités, des droits sociaux et démocratiques et resteront déterminés et mobilisés chaque fois que ce ne sera pas le cas.

Les sénateurs du groupe CRC déposent une proposition de loi pour le développement du service public ferroviaire

La proposition de loi du groupe communiste, républicain et citoyen "permettant la relance du secteur public ferroviaire pour le droit à la mobilité et la transition écologique", a été déposée au Sénat le 16 mai 2012. Les sénateurs du groupe communiste, républicain et citoyen affirment, avec celle-ci, la nécessité de refaire du rail un enjeu majeur de politique publique en faveur de l'aménagement équilibré et solidaire du territoire, de la mobilité et de la transition écologique. La finalité du système ferroviaire doit bien être de répondre aux besoins grandissants des usagers d'un transport de qualité, fiable, ponctuel et cela en toute sécurité. Dans un premier temps les sénateurs réaffirment certains principes généraux sur une politique publique des transports. **Ces principes sont tous liés à l'activité d'intérêt général que représente le transport ferroviaire : abandon du dogme libéral de la concurrence effrénée, maîtrise publique des infrastructures, unité du réseau d'infrastructures ferroviaires, intégration dans les contrats avec les opérateurs de critères sociaux et environnementaux pour combattre la tentation d'un nivelage par le bas de l'offre de services et enfin, pour permettre effectivement le droit à la mobilité, revenir à une tarification kilométrique.**

Nantes

Maison des habitants et du citoyen



A découvrir place des Lauriers à Bellevue
ALLIANCE 02 40 41 9000
WWW.NANTES.ME

La Ville de Nantes a inauguré vendredi dernier à Bellevue, la « Maison des habitants et du citoyen ». **Après dix mois de gros travaux, l'équipement a fait peau neuve et a réouvert ses portes aux habitants et aux associations du quartier, sur la Place des Lauriers, depuis le 26 avril dernier.** Ces transformations en font un équipement original, regroupant des services publics et des associations, avec pour objectif de favoriser la réussite éducative, de contribuer à l'animation du quartier et de renforcer le service public de proximité. La Maison des Habitants et du citoyen, devient ainsi un lieu multi-ressources au cœur du quartier. Les élus communistes de Nantes, notamment Marie-Annick Benâtre ont à plusieurs occasions rappelé l'enjeu de ce nouveau service : « Notre municipalité fait le choix de chercher à favoriser l'intervention des habitants de ces quartiers populaires par la création et l'aménagement de cet équipement public de proximité. En effet dans une démarche de maillage du territoire, et de rencontre de tous les publics, cet équipement municipal va permettre d'élargir encore les services aux habitants et d'offrir des espaces de vie, de rencontre, de coopération et d'échanges de qualité. » **En effet à rebours des politiques de droite qui ont pu sévir dans le pays celle-ci donne à chacun des outils pour développer son esprit critique, prendre des responsabilités, participer à la vie démocratique et favoriser les partenariats.**

Conseil Général Construction navale



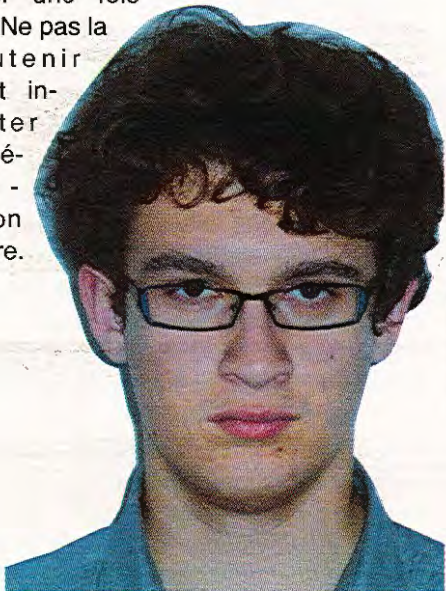
Roger David, conseiller général communiste a adressé ces derniers jours un courrier au nouveau premier ministre concernant la situation de la navale. En effet l'annulation dernièrement de la commande des deux paquebots, avec l'option pour un troisième, par la compagnie Viking River Cruises a jeté la consternation parmi les salariés des chantiers, la population locale, les organisations syndicales et les élus locaux. Alors que techniquement tout était au diapason et donnait satisfaction au client comme aux constructeurs, le montage financier n'a pas été réalisé, ce qui ajoute la colère à l'incompréhension. Il est clair que dans ce cas les salariés sont face à un manque de responsabilité total de la part des banques, mais aussi de la part de l'État qui détient 1/3 du capital de STX France. R. David déclare dans son courrier que : « **Contrairement à ce qui est souvent avancé par le camp des libéraux, les arguments de la sacro-sainte compétitivité industrielle ne peuvent même pas être évoqués, car nous sommes bel et bien devant un problème de financement, d'un manquement de la part de l'État et de choix des banquiers qui une nouvelle fois ont préféré la spéculation financière à l'économie réelle.** » L'élu plaide ainsi pour une véritable politique industrielle dans la navale et la création d'un pôle public bancaire et financier pour assurer les investissements nécessaires et enfin pour assurer l'indépendance nationale de la construction navale il souhaite que très rapidement l'État augmente sa participation et devienne majoritaire dans le capital de STX France.

Ouvrons-là

Un statut pour la jeunesse ! Par Adrien HELARY



M. Hollande a pour ambition d'être le président de la jeunesse comme M. Sarkozy avait celle d'être celui du pouvoir d'achat, espérons que le premier réussira mieux que le second. La thématique de la jeunesse est ressortie dans les médias. Le quotidien de référence expliquait ainsi que les jeunes votaient massivement FN avant d'être obligé par la commission de sondage à préciser que le sondage cité avait été fait sur un échantillon de moins de 200 jeunes. **Ce qui n'a pas empêché l'ensemble des médias de reprendre ce sondage expliquant que la jeunesse votait anti-système (comprendre : n'importe quoi), n'hésitant pas à effectuer des comparaisons hasardeuses avec le vote front de gauche. Il est plus simple de considérer la jeunesse comme un électorat versatile plutôt que de s'intéresser à ses problématiques. La jeunesse est d'avantage soumise à la pauvreté (10,9% chez les 18-29ans contre 7,5% pour l'ensemble de la population), en cause sa plus grande exposition au chômage et à la précarité mais aussi son absence de droit aux minima sociaux. Les conditions du RSA jeunes implique d'avoir travaillé deux ans sur les trois dernières années pour y avoir droit ce qui au final ne concerne que 160 000 jeunes. Devant cette situation Mme Buffet a déposé un projet de loi soutenu par le MJCF visant entre autre à donner un statut à la jeunesse (tous les jeunes non salariés ne sont pas étudiants). **La jeunesse n'aspire pas à la charité, ses revendications sont concrètes et légitimes.** C'est pourquoi la JC44 interpellera les candidats aux législatives sur cette loi en leur demandant de la voter une fois élu. Ne pas la soutenir c'est insulter la génération future.**



L'activité

Réussir la bataille des législatives

Le PCF et le Front de gauche sont désormais pleinement engagés dans la bataille des législatives. Le 1^{er} tour de ces élections va se dérouler 5 semaines après le deuxième tour des présidentielles. Autant dire que la campagne est courte conduisant les militant(e)s à intensifier la bataille pour réussir à poursuivre la dynamique de la présidentielle, faire gagner la gauche sur des contenus de changement profond. **Comme le rappelait Pierre LAURENT, « il faut tenir les 2 bouts de la chaîne : combattre le FN et mener le débat à gauche ».** La réussite de ces élections législatives passe par la capacité de tous les candidat(e)s à répondre aux attentes et aux exigences populaires, à apporter des réponses sur la crise et l'urgence sociale. De la composition de la future Assemblée nationale dépendra le niveau des lois qui seront votées, plus le Front de gauche aura de député(e)s parmi lesquels le plus grand nombre de communistes, plus nous pourrons combattre les politiques d'austérité et affirmer d'autres choix de société.



Au lendemain du second tour des élections législatives, le conseil national du PCF se réunira pour discuter et adopter une résolution fixant le cap vis-à-vis de la nouvelle majorité de gauche à l'Assemblée, et notamment d'une éventuelle participation au gouvernement. **« Nous aurons tout de suite à évaluer la nouvelle situation politique et les nouveaux rapports de forces politiques »**, a précisé Olivier DARTIGOLLES, porte-parole du PCF. Cette résolution sera ensuite discutée dans les **assemblées générales de sections le lundi 18 juin et en conseil départemental de la fédération le mardi 19 juin.** Enfin, une **conférence nationale** réunira des délégués de toute la France désignés par les conseils départementaux, le mercredi 20 juin.

L'écho des sections

Par Gauthier LORTHOIS Candidat sur la 9^{ème} circonscription

Nous y voici, la dernière ligne droite pour poser le premier rapport de force de ce nouveau quinquennat. Evidemment pour nous, militants qui participons à cette campagne Front de Gauche, le score final sera motivant et viendra récompenser les efforts fournis. Mais ce n'est pas à ce moment là que nous récolterons les fruits de ce que nous avons semé. Les mentalités évoluent. La campagne actuelle permet de relier les problèmes du quotidien aux enjeux politiques nationaux et européens. Ainsi en est-il au nord de la circonscription où vivent des salariés de la construction navale qui se trouvent en détresse à cause du manque d'intervention de l'Etat. Ainsi en est-il dans ce territoire où les inégalités sociales ne peuvent être corrigées que par des services publics ambitieux, de qualité ainsi que par un fort soutien aux politiques d'aménagement. Face à la droite qui fuit son bilan, et dans un territoire en mutation, nous devons nous affirmer tels que nous sommes : les promoteurs de l'alternative, pas de l'alternance.



L'agenda

Judi 31 mai : Assemblée citoyenne sur l'alternative politique, à 19H30 espace beautour à Vertou.

Judi 31 mai : Ateliers législatifs, salle de l'atelier de la monnaie à 20H30 à Couëron.

Vendredi 1^{er} juin : Assemblée citoyenne sur les législatives à 20H30, salle des 4 vents au Loroux Bottereau.

Vendredi 1^{er} juin : Assemblée citoyennes salle de la Boule d'or de Pontchâteau à 20H30.

Samedi 2 juin : les équipes de militants du front de gauche se retrouvent place du commerce à Nantes

Mardi 5 juin : Assemblée citoyenne sur les législatives, centre social Camille

Claudiel aux Sorinières à 20H00.

Mardi 5 juin : Assemblée citoyenne sur la santé, salle plein ciel d'Héric à 20H00.

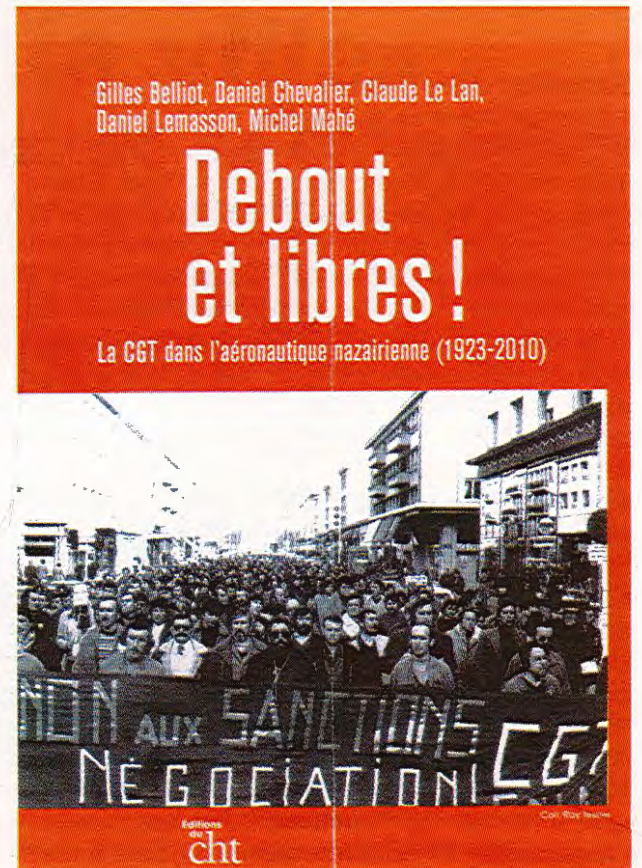
Judi 7 juin : Assemblée citoyenne, salle de l'Europe d'Herbignac à 20H30.

Dimanche 10 juin : 1^{er} tour des élections législatives.

Agenda

Les luttes de l'Aéro

Le Centre d'Histoire du Travail publie ce livre qui revient sur toutes les luttes des salarié(e)s de l'Aéro nazairienne qui ont permis à cette industrie de vivre malgré toutes les attaques du patronat dans leurs choix industriels et dans leur politique salariale. Rédigé par des acteurs de ces luttes, ils ont voulu témoigner et faire part de leurs convictions.



Ce livre paraîtra en septembre 2012. Mais vous pouvez d'ores et déjà le commander au prix de 15 euros (valable jusqu'en juillet 2012) en contactant le **centre d'Histoire du travail, Ateliers et chantiers de Nantes, 2 bis boulevard Léon Bureau, 44200 Nantes (02 40 08 22 04).**

Nécrologie

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Jean-Paul MORINEAU, adhérent communiste de la section Loire et Sèvre. Nous présentons à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.

« Nouvelles de Loire Atlantique »
 Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
 Commission paritaire : N° 0315 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Publihebdos Locminé
 Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
 NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
 Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
 e-mail : redac.nla@orange.fr
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Marie-Annick BENÂTRE
 Pedro MAIA
 Jean-Yves MARTIN
 Yann VINCE
 Mireille PERNOT
 Robin SALECROIX
 André MAURICE

